

Pourquoi le meilleur moyen de se prémunir des catastrophes naturelles est-il d'en chiffrer le coût ?

Écrit par : Catherine Gamper, Direction de la Gouvernance publique de l'OCDE

Dernière mise à jour : 8 avril 2018



© Andreas Meier/Reuters

Pourquoi le meilleur moyen de se prémunir des catastrophes naturelles est-il d'en chiffrer le coût ?

En juin 2015, un petit village des Alpes autrichiennes s'est retrouvé enseveli à la suite d'un gigantesque glissement de terrain survenu après plusieurs jours de fortes précipitations. Grâce à la précision des prévisions météorologiques et au système d'alerte rapide, il n'y a pas eu de blessé. En revanche, les répercussions sur l'économie et les sources de revenus locales ont été considérables.

Bien qu'ils aient appris à mieux se préparer et faire face aux catastrophes naturelles, les pays de l'OCDE ont encore des progrès à accomplir pour en atténuer

1 www.oecdobserver.org | Pourquoi le meilleur moyen de se prémunir des catastrophes naturelles est-il d'en chiffrer le coût ?

les retombées économiques. Certes moins meurtriers, les sinistres coûtent toutefois encore plus cher qu'ils ne le devraient car, en ces temps de rigueur budgétaire, la prévention est loin d'être une priorité.

Pour en limiter au maximum le coût, il est indispensable de connaître la nature, la probabilité d'occurrence et l'intensité éventuelle des périls existant dans une zone donnée. Les pays de l'OCDE disposent des moyens techniques nécessaires pour appréhender les dangers répertoriés. De même, les résultats des études de risques sont facilement consultables en ligne grâce aux outils de cartographie à haute résolution.

Quand bien même les décideurs cerneraient plus précisément les dangers propres à leur région, il leur faut encore disposer d'analyses systématiques des risques pour apprécier l'ampleur de la menace qui pèse sur les personnes et les biens (comme les habitations ou les infrastructures de transport et des communications) et des dégâts susceptibles d'en résulter. Évaluer les risques consiste notamment à estimer les coûts potentiels d'un danger connu ainsi que le rayon géographique et économique des dommages connexes.

En l'absence de visibilité sur l'ampleur des risques encourus, il est difficile d'agir à bon escient. Des autorités locales bien informées peuvent aménager l'espace de manière plus judicieuse, par exemple en convertissant des zones bâties en prairies destinées à servir de zones d'expansion de crues. Des informations de qualité permettent aussi de prendre les dispositions de prévention matérielles qui s'imposent.

Mais cela peut se révéler à double tranchant. Il arrive que des aménagements censés réduire les risques produisent un effet étonnamment éloigné de celui recherché. Ainsi, dans le cas du village autrichien enseveli, le vaste dispositif paravalanche – notamment composé de murs – mis en place pour protéger le village a vraisemblablement créé un faux sentiment de sécurité, qui a incité à bâtir davantage de logements et d'ouvrages publics. Le résultat est qu'au lieu d'être limités, les dégâts ont été plus importants encore.

Le maire du village sinistré a déclaré à la presse locale : « La bonne nouvelle est que les familles qui ont perdu leur toit n'auront pas à déménager. Elles vont rester. » Ce qui peut paraître une bonne chose n'en pose pas moins un dilemme d'ordre politique et économique. Généralement responsables de l'établissement des plans locaux d'urbanisme et de l'attribution des permis de construire, mais aussi tributaires de l'impôt foncier, les maires ont tout intérêt à ce que les choses redeviennent comme avant. Sachant que la prévention des risques relève d'autres niveaux d'administration, ils font peu de cas du montant réel des frais à engager pour reconstruire les logements et autres bâtiments tels qu'ils étaient auparavant. Les gens ne veulent pas quitter les lieux auxquels ils sont attachés, même lorsque cela signifie vivre sous la menace permanente d'une inondation ou d'une

éruption volcanique. C'est bien compréhensible, mais est-ce justifiable du point de vue économique ?

©L'Observateur de l'OCDE Avril 2018

Références

OECD (2018), National Risk Assessments: A Cross Country Perspective, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264287532-en>

<http://www.oecd.org/gov/assessing-the-real-cost-of-disasters-9789264298798-en.htm> <http://www.oecd.org/gov/assessing-the-real-cost-of-disasters-9789264298798-en.htm>

OECD (2017), Boosting Disaster Prevention through Innovative Risk Governance: Insights from Austria, France and Switzerland, OECD Reviews of Risk Management Policies, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264281370-en>

OECD (2015), The Changing Face of Strategic Crisis Management, OECD Reviews of Risk Management Policies, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264249127-en>

OECD (2015), Disaster Risk Financing: A global survey of practices and challenges <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264234246-en>

Pourquoi le meilleur moyen de se prémunir des catastrophes naturelles est-il d'en chiffrer le coût ? <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264209114-en>

<http://www.oecd.org/finance/disaster-risk-financing.htm> <http://www.oecd.org/finance/disaster-risk-financing.htm>